

MONDE REPORTAGE

Argentine

Les cortèges de

la misère

Porte-voix de la protestation sociale, les *piqueteros* organisent des manifestations et érigent des barrages (*piquetes*).

Chaque jour ou presque, les drapeaux rouges des piqueteros paralysent le centre de Buenos Aires. Ces groupes de pauvres et de chômeurs harcèlent le régime, rendu responsable des inégalités criantes que connaît le pays. Mais le président Kirchner temporise. Et le mouvement étale ses divisions

● **Marc Epstein**
Reportage photo : Stéphane Remael/L'Œil public pour L'Express

MONDE REPORTAGE



Une ancienne banque italienne est occupée par des sans-logis, tel Feliz, 45 ans et bientôt cinq enfants.

De notre envoyé spécial

Peu avant l'arrestation de Raul Castells, le 25 août, un ministre du gouvernement argentin l'a traité de « terroriste ». L'accusation le rendait fou de joie, comme si elle l'avait rapproché de ses modèles : à 50 ans, Castells porte la même longue barbe que Fidel Castro, sa rudesse rappelle Lénine et, même s'il avoue avoir un faible pour Mao, ses principaux héros seraient plutôt Karl Marx et Che Guevara. Quelques jours avant son arrestation, quand L'Express l'a rencontré, il passait tout son temps dans un entrepôt de la banlieue de Buenos

Aires où il avait installé son quartier général, loin des pistes de tango et des façades élégantes du centre-ville. Avec une ardeur troublante, ce « socialiste révolutionnaire » cherchait de nouveaux stratagèmes pour chasser du pouvoir le chef de l'Etat, Nestor Kirchner. Assis à son bureau – un banc et une vieille table en bois – il était entouré de piles de sacs : riz, sucre, huile, médicaments. Ces réserves, surveillées en permanence par un homme armé d'un revolver, étaient destinées aux adhérents de son organisation.

Le gouvernement a longtemps fait mine d'ignorer Castells. Et peu d'Argentins prenaient au sérieux ses appels au soulèvement populaire. Toutefois, il dirigeait l'un des plus importants mouvements de chômeurs en colère. Le fauteuil pré-

sidentiel étant réputé instable, certains ont fini par s'interroger : le leader auto-proclamé du « prolétariat en lutte » et ses amis représenteraient-ils un danger pour le gouvernement issu des urnes ?

« Nous sommes la plus grande organisation sociale du pays après l'Eglise catholique », assurait Castells, sans fournir la moindre preuve de ce qu'il avançait. Son Movimiento independiente de jubilados y desocupados (MIJD, Mouvement indépendant des retraités et des chômeurs) compterait environ 60 000 adhérents au total. C'est l'un des groupes les plus durs parmi les *piqueteros*, ces pauvres et sans-emploi qui organisent des manifestations et érigent des barrages (*piquetes*, d'où leur nom) le plus souvent au cœur de la capitale. En



Certains groupes de *piqueteros* ont mis sur pied des ateliers de production soutenus par les autorités.

Argentine, où l'économie se remet à peine d'un effondrement général, il y a trois ans, ces associations sont devenues les porte-voix de la protestation sociale, car la corruption et l'inefficacité ont ôté toute crédibilité aux syndicats officiels. Les *piqueteros* revendiquent le droit à l'emploi et réclament des subventions publiques.

Chaque jour ou presque, radios et télévisions mettent en garde les automobilistes de Buenos Aires : « Une manifestation de chômeurs est prévue devant la gare centrale. Le cortège se dirigera ensuite vers le Parlement et le palais présidentiel... » Aux yeux du visiteur étranger, les cortèges ne manquent

pas d'allure. Même à La Havane, à Pékin ou à Pyongyang, il est rare d'apercevoir dans un même lieu, à l'aube du XXI^e siècle, parsemés dans une forêt de drapeaux rouges, les portraits de Karl Marx, de Léon Trotski, de Mao Zedong et de Che Guevara. Sur la plaza de Tribunales, l'autre jour, les leaders tournaient en dérision la dernière campagne de publicité du gouvernement : « Souriez, nous recevons des touristes ! » Debout sur une estrade, le représentant d'un mouvement étudiant solidaire hurlait sa colère dans un mégaphone : « Vous avez vu, camarades ? Ils veulent cacher notre misère et interdire les manifestations. »



Angelina, 15 ans, enceinte, dans un squat du quartier de la Boca.



Gôûter servi aux enfants. L'image du Che est omniprésente.



Des *piqueteros* coopèrent avec la compagnie des eaux pour amener l'eau potable.

Argentine

Les cortèges de la misère

Depuis trois mois environ, certains groupes sont passés à des actions plus radicales, comme si couper les autoroutes d'accès à la capitale ou bloquer la circulation en ville ne suffisait plus. D'abord, une voiture de police est incendiée en réaction à la mort d'un adolescent à la sortie d'une discothèque, dans le quartier de la Matanza, une banlieue pauvre de Buenos Aires. Puis l'assassinat d'un militant, le 26 juin, met le feu aux poudres : dès le lendemain, un commissariat du quartier de la Boca est mis à sac par les voisins de la victime. En juillet, d'autres manifestants, accompagnés de travestis prostitués, tentent d'investir par la force la salle du conseil régional de Buenos Aires...

L'origine du mouvement des *piqueteros* remonte au milieu des années 1990, quand le chômage de masse a fait son apparition pour la première fois en Argentine. A l'époque, la compagnie pétrolière nationale a chassé, peu avant sa privatisation, plusieurs milliers de ses salariés. Beaucoup vivaient à l'écart, dans de petites villes de provinces isolées telles que Neuquen et Salta. Bloquer les routes constituait, dans ces lieux, le seul moyen d'attirer l'attention.

Le soutien de la population s'amenuise

Longtemps soutenus par les membres de la classe moyenne, dont beaucoup ont perdu leurs économies lors du krach de décembre 2001, les manifestants suscitent aujourd'hui plus de sarcasmes que de compassion. Les livreurs et les chauffeurs de taxi, en particulier, s'avouent exaspérés par les embouteillages incessants : « A force de réclamer du boulot, grogne l'un d'eux, ils vont nous faire perdre le nôtre. » Selon l'institut de sondages Graciela Romer, la part de ceux qui voient dans les rassemblements « une protestation légitime contre le chômage » est passée de 56 à 33 % entre juin 2001 et mai 2004. En conséquence, certains *piqueteros* tentent d'imaginer des actions novatrices, moins impopulaires. Un petit groupe de chômeurs a occupé récemment les guichets de vente dans la principale gare ferroviaire de la capitale et distribué des billets « gratuits » aux passagers. Objectif : rappeler la persistance de la misère.

De fait, dans les rues du centre historique de Buenos Aires, on en viendrait presque à oublier la crise. Bien sûr, des adolescents couchent sur le trottoir, des *cartoneros* récupèrent des boîtes en

SERVICE ABONNEMENTS

L'EXPRESS

POUR NOUS CONTACTER

De France : 0-825-366-442
 Fax : 03-44-57-90-99
 De l'étranger : (33-3) 44-62-57-57
 Fax : (33-3) 44-57-90-99

Adresse e-mail :
abonnements@lexpress.fr

Adresse postale :
**L'Express, service abonnements
 60646 Chantilly Cedex**

TARIFS D'ABONNEMENT

1 an, 52 numéros : 104 € (TVA 2,10 %).
 Union européenne, Suisse : 133 €.
 Scandinavie : 139 €.
 Canada, Afrique, Proche-Orient : 156 €.
 Etats-Unis : 169 €.
 Amérique, Asie, Océanie : 184 €.

CHANGEMENT D'ADRESSE

Nous avisons au moins 3 semaines avant la date du changement, sans oublier de joindre la dernière étiquette d'expédition.

COFFRETS RELIURES

Pour conserver intacts les exemplaires de L'EXPRESS
 2 coffrets reliures : 13 €. TTC
 4 coffrets reliures : 22 €. TTC
 (1 an de L'EXPRESS représente 6 coffrets).

Veillez faire parvenir votre commande accompagnée de son règlement (pour l'étranger, nous consulter).

Conformément à la Loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, les abonnés disposent d'un droit d'accès et de rectification des informations qu'ils ont transmises, en adressant un courrier au service diffusion de L'Express à l'adresse postale ci-dessous. Les informations requises sont nécessaires au Groupe Express pour la mise en place de leur abonnement. Elles pourront être cédées à des organismes extérieurs sauf opposition par courrier adressé au Groupe Express à l'adresse postale ci-dessous.

L'EXPRESS

17, rue de l'Arrivée
 75733 Paris Cedex 15
 Tél. : 01-53-91-11-11
 CPPAP n° 0308 C 82839
 Edition internationale CPPAP n° 1008 I 83 993
 ISSN n° 0014-5270
 Hebdomadaire d'information
 éditée par la société anonyme
 à directeur et conseil de surveillance
Groupe Express-Expansion
 Siège social : 17, rue de l'Arrivée, 75733 Paris
 Cedex 15
 Capital social de 5 645 100 euros
Principal actionnaire :
 SOCPRESSE
 12, rue de Presbourg, 75016 Paris
**Président du directeur,
 directeur de la publication :**
 Denis Jeambar

Imprimé en France (Printed in France) : Maury imprimeur SA (45330 Malesherbes).
 Service de l'AFP et d'AP. Accords spéciaux avec New York Times, Los Angeles Times et Washington Post. Copyright 2004 SA Groupe Express.
 Sauf dans les cas où elle est autorisée expressément par la loi et les conventions internationales, toute reproduction, totale ou partielle, du présent numéro est interdite et constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.
 Droits réservés ADAGP pour les œuvres de ses membres.

L'Express est membre actif du BVP et s'engage à suivre ses avis. Il s'efforce de lui-même d'éliminer de ses colonnes la publicité mensongère, fallacieuse ou trompeuse. Si cependant ses lecteurs avaient des réclamations à formuler, il leur recommande d'écrire, pour les annonces classées, au journal et, pour la publicité commerciale, au BVP (Bureau de vérification de la publicité), b.p. 4508, 75362 Paris Cedex 08.

**MONDE REPORTAGE**

●● carton usagées et des enfants ouvrent la porte des taxis dans l'espoir de recevoir une pièce... Mais la capitale argentine conserve, surtout la nuit, son élégance désuète. Seule une visite dans la banlieue permet de comprendre ce qui amène quelques têtes brûlées à défiler dans les rues : à trente minutes en voiture de la place de Mai, il est des Argentins qui habitent dans des maisons préfabriquées, sous un toit en tôle ondulée, le long d'une route de sable. « J'élève quatre enfants toute seule, soupire Juana. J'ai 25 ans et je vends des fruits et légumes dans la rue. » Ses gamins vont à l'école, où ils reçoivent, à midi, un verre de lait. « Je fais ce que je peux, dit-elle, mais tout est devenu si cher. »

Une économie « maniaco-dépressive »

L'Argentine doit son nom à ses fabuleuses réserves de métaux précieux. Elle comptait, il y a un siècle, parmi les pays les plus riches de la planète. Depuis lors, le niveau de vie moyen a décliné inexorablement, sous l'effet d'une économie « maniaco-dépressive », selon l'expression d'un banquier. Près de 50 % des 36 millions d'habitants vivent dans la pauvreté. Environ 14 % sont sans emploi – voire 20 %, si l'on prend en compte la petite aide mensuelle de 150 pesos (50 euros) accordée par le gouvernement aux chefs de famille au chômage. Surtout, dans ce pays qui s'est longtemps targué de compter la classe moyenne la plus étendue d'Amérique latine, la société n'a jamais été aussi inégalitaire. Les 10 % les plus riches de la population gagnent 50 fois plus que les 10 % les plus pauvres, selon une étude officielle, et l'écart ne cesse de se creuser. La fortune des plus nantis s'est encore accrue, du fait de la crise ; pour ceux qui disposaient d'économies en dollars ou en euros sur des comptes en banque à l'étranger, la déroutée de la monnaie nationale a représenté une aubaine : leurs achats immobiliers ou industriels s'opèrent « à prix cassés ». Pas étonnant, alors, que les moins chanceux descendent dans la rue.

Au fil du temps, cependant, plusieurs groupes de *piqueteros* ont adopté de curieuses méthodes, plus proches du banditisme mafieux que de la lutte des classes. Le 20 mai, par exemple, une centaine de manifestants occupent pendant une heure le siège de l'entreprise pétrolière Repsol YPF ; ils exigent la distribution gratuite de bonbonnes de gaz, devenues hors de prix depuis la privatisation



L'organisation Polo obrero distribue des jouets aux enfants des quartiers pauvres.

de la société, au début des années 1990. A l'issue de longues tractations, les dirigeants de l'entreprise offrent, contraints et forcés, des bonbonnes aux 1 052 cantines pour enfants administrées, selon Raul Castells, par le MIJD (1). Ce même groupe prend aussi pour cible la chaîne de restauration rapide McDonald's : ses *piqueteros* envahissent neuf restaurants de la capitale et réclament 20 tonnes de lait en poudre ainsi que 10 000 livres scolaires. L'entreprise refuse, mais s'abstient de porter plainte. Plusieurs supermarchés ont fait l'objet d'actions qui s'apparentent à un hold-up pur et simple. Fait aggravant, le produit de cet « impôt révolutionnaire » est distribué dans l'opacité la plus totale.

Lors de toutes ces manifestations, la police n'est jamais intervenue, car le gouvernement Kirchner répugne à réprimer. D'abord, ce serait contraire à ses racines idéologiques : le chef de l'Etat est un ancien militant des Jeunesses péronistes, lesquelles ont flirté avec l'idée d'une révolution marxiste. Ensuite, il redoute ses propres forces de l'ordre, réputées pour avoir la « gâchette facile ». En 2002, des policiers ont assassiné deux jeunes *piqueteros*, Dario Santillan et Maximiliano Kosteki ; leur mort a précipité la chute du gouvernement provisoire d'Eduardo Duhalde et, en avril 2003, l'avènement au pouvoir de Nestor Kirchner. On comprend que l'actuel président, parvenu à la tête de l'Etat à la faveur d'une violence policière, hésite à recourir aux forces de sécurité.

En attendant, le voici confronté à ce dilemme : soit il laisse se développer un climat d'anarchie, au risque de décou-

rager les investisseurs étrangers, soit il cède aux voix qui réclament plus de poigne, en particulier dans la presse et les milieux conservateurs. Quitte à prendre le risque d'un embrasement... Refusant l'alternative, Kirchner tente de se frayer une troisième voie. En faisant arrêter le leader le plus remuant, Raul Castells. Et en attirant vers lui d'autres *piqueteros*, réputés conciliants. Deux groupes importants soutiennent désormais sa politique, Barrios de pie (Quartiers debout !) et surtout la Federación Tierra y vivienda (FTV, Fédération Terre et habitat), présidée par Luis D'Elia. « Je vois Kirchner toutes les semaines, s'exclame-t-il. Le président a fait beaucoup de choses importantes pour les chômeurs ! » Parmi les 120 000 adhérents revendiqués par la FTV, quelque 70 000 recevraient les allocations d'urgence du gouvernement. Dans la grande tradition clientéliste du péronisme, le gouvernement de Buenos Aires finance ainsi les mouvements de protestation sociale supposés le combattre. A écouter Luis D'Elia, il semble que la stratégie porte ses fruits : « Je suis prêt à prendre les armes pour défendre Kirchner, assure-t-il. Les *piqueteros* hostiles au gouvernement font le jeu de la droite. » Avec le soutien de la Centrale des travailleurs argentins (CTA), une organisation syndicale indépendante, la FTV a mis sur pied quelque 2 000 cantines communautaires et 150 ateliers de production, financés en

Post-scriptum En Argentine, après huit mois de croissance ininterrompue, celle-ci donne des signes d'essoufflement. Le produit intérieur brut (PIB) a enregistré un recul de 0,2 % au deuxième trimestre. En 2003, le PIB avait progressé de près de 9 %.

Argentine
Les cortèges de la misère

partie par le gouvernement fédéral et les provinces. Dans l'un de ses ateliers de couture, installé sur le toit d'un immeuble résidentiel dans le quartier de la Boca, une dizaine d'ouvriers fabriquent l'autre jour des uniformes de la police !

Ailleurs, des groupes de *piqueteros* acceptent de collaborer, au cas par cas, avec le gouvernement ou avec des entreprises privées sur des projets particuliers. A la Matanza, de tradition péroniste, des hommes creusent à la pioche des tranchées qui permettront d'amener l'eau potable dans le quartier. Tous sont membres des 15 coopératives créées par le mouvement du Courant classiste et combatif (CCC), un groupe *piquetero* dirigé par Juan Carlos Alderete. A l'issue d'interminables débats internes, le CCC a accepté, en mai dernier, de coopérer avec la compagnie des eaux Aguas argentinas, filiale du groupe Suez : ses membres qui participent aux travaux de terrassement bénéficient des plans sociaux du gouvernement et touchent en outre 400 pesos environ par mois pour leur travail, soit 120 euros. « Dans le quartier, quelque 900 000 personnes vivent sans eau potable, explique Alderete. Les bouteilles d'eau coûtent cher et celle puisée dans les jardins doit être bouillie longuement avant d'être consommée. Participer au raccordement au réseau est une bonne chose, même si je ne suis pas dupe : la politique du gouvernement est de nous inciter à coopérer, quitte à accepter des salaires au rabais. Dans un monde idéal, ce sont de vrais emplois que nous voulons, pas des plans sociaux. »

En ligne de mire : les élections de 2005

Dans la zone industrielle de la Matanza, les grandes usines, Mercedes-Benz, Volkswagen, la fabrique sidérurgique d'Acindar et des centaines de petites et moyennes entreprises ont fermé leurs portes ou tournent au ralenti. « Mon travail est de défendre au mieux les intérêts des pauvres, insiste Alderete. A quoi bon bloquer une autoroute avec 30 personnes si cela rend furieux 30 000 automobilistes ? Je suis bien obligé d'être pragmatique. » Le leader *piquetero* se reconnaît une certaine filiation historique avec les « sans-chemises », qui, en 1945, donnèrent naissance au mouvement péro-

niste. « Mais l'époque a changé, précise-t-il. C'est tout le peuple qui doit descendre dans la rue. Pas une élite armée. »

Pendant combien de temps le gouvernement Kirchner pourra-t-il tenir à distance les *piqueteros* ? Pour Rosendo Fraga, analyste politique, la mise au pas du mouvement constituerait un signe fort de « bonne gouvernance », selon l'expression consacrée : « En Argentine, les années 1980 étaient dominées par le retour à la démocratie. Les années 1990 ont été marquées par les réformes économiques. Aujourd'hui, à l'aube du XXI^e siècle, les électeurs attendent du président qu'il assume ses responsabilités. » L'arrestation de Raul Castells n'est qu'un début, espère l'analyste : « Dans un pays normal, si des manifestants envahissent un poste de police ou s'ils pillent les bureaux d'une entreprise privée, le gouvernement fait appel aux forces de police. Mais Kirchner n'ose pas. Il pense que, si un *piquetero* devait être tué par un policier, le chef de l'Etat serait acculé à la démission, comme ce fut le cas, il y a un peu plus d'un an, pour son prédécesseur. Je comprends ses craintes : depuis quatre ans, en Haïti, en Bolivie et même ici, en Argentine, trois présidents ont dû quitter le pouvoir sous la pression populaire. Toutefois, Kirchner a tort. La cause des *piqueteros* n'est plus aussi populaire qu'autrefois. Leurs mouvements sont divisés et parfois corrompus. Or le président doit songer aux élections législatives de 2005, qu'il doit gagner coûte que coûte. Il lui reste moins de quatorze mois pour l'emporter. Kirchner considère qu'il y a un grand danger à agir. Mais le vrai danger, à mon sens, consiste à ne rien faire. »

A force de laisser les *piqueteros* occuper les rues et de compter sur l'exaspération des classes moyennes, le président argentin finit par rappeler le cynisme ambigu de son lointain prédécesseur, le général Peron : « Nous, les Argentins, nous croyons toujours dire le vrai, écrivait ce dernier dans une lettre au romancier Tomas Eloy Martinez. Ainsi, beaucoup de compatriotes me rendent visite au palais présidentiel et cherchent à me vendre diverses vérités, comme si chacune d'elle était la seule valable. Que voulez-vous que je fasse ? Je les crois tous. » ● **M. E.**

(1) Ce chiffre, comme tous ceux avancés par Castells, est sujet à caution.